

Maître d'ouvrage

HOMELAIN

158 rue des Epinettes

73290 LA MOTTE SERVOLEX

M. Pierre Oliver COLLONGES / Directeur

Technique Bâtiment

Mme Natacha DEYSSE / Chargée d'opération

Tel :06 58 35 83 48

ndeysse@jeanlain.com

Août 2023

SAS JULLIEN

630 Route de la Bougie - ZA La Craz

.....38780 ESTRABLIN

04.74.58.00.44.

contact@julliensas.com

Siret n° 423 886 063 00020

Entreprise

MARCHE

1 GENERALITES

Le présent document définit les conditions générales du marché de travaux que devront respecter les entreprises intéressées pour l'exécution des installations des lots de l'opération.

1.1 OBJET DU MARCHE

1.1.1 // Désignation De L'opération :

Projet d'aménagement et de création d'une nouvelle concession de la marque MG automobiles

1.1.2 // Présentation de l'opération :

Restructuration intérieure, sur 2 niveaux ave création de locaux commerciaux, d'ateliers et de locaux pour le personnel

Modification et embellissement des façades pour passage au concept MG

Aménagements extérieurs pour les véhicules

1.1.3 // Adresse et altitude de l'opération :

Adresse : au sein du bâtiment existant « jld moto » situé
264 d1007 (parcelle ab 276) à Reventin-Vaugris 38121

Altitude : 154 ml

1.1.4 // Décomposition en lots :

Les ouvrages seront décomposés suivant les lots suivants :

LOT 00 : Prescriptions communes à tous les lots
LOT 04 : Gros oeuvre en maçonnerie
LOT 05 : Charpente métallique
LOT 06 : Couverture - Étanchéité - Bardage
LOT 07 : Menuiseries extérieures aluminium
LOT 09 : Métallerie - Serrurerie
LOT 11 : Porte industrielle
LOT 13 : Plâtrerie
LOT 14 : Menuiseries intérieures
LOT 15 : Cloisons amovibles - Faux plafonds
LOT 16 : Carrelage - Faïences
LOT 17 : Sols souples - stratifiés
LOT 18 : Peintures
LOT 19 : Résine
LOT 11 : Plomberie, sanitaire, ventilation, chauffage, climatisation.
LOT 20 : Électricité, courants faibles.
LOT 21 : Plomberie
LOT 22 : Chauffage - Climatisation - Ventilation
LOT 26 : V.R.D
LOT 29 : Espaces verts
LOT 30 : Nettoyage

Prestation à la charge du maître d'ouvrage :

Base vie, son nettoyage quotidien et la fourniture des consommables

Montage des mezzanines par l'équipementier DIPLEX

Equipements divers de type pont

1.1.5 // Tranches :

Le marché comporte une seule tranche ferme

1.1.6 // Cadre réglementaire :

Les travaux concernent un établissement recevant du public. L'établissement ainsi aménagé est donc classé :

ERP type W, 5 ème catégorie sans locaux à sommeil

1.2 CARACTERISTIQUES DU MARCHE

1.2.1 // Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

HOMELAIN d'une part (désigné ci-après comme le maître d'ouvrage)

158 rue des Epinettes

73290 LA MOTTE SERVOLEX

Représentée par PIERRE OLIVIER COLLONGES

Tél : 04 26 83 71 55

Mail : pcollonges@jeanlain.com

d'autre part (désigné ci-après comme l'entrepreneur)

Tél :

Mail :

Autres partenaires :

La maîtrise d'œuvre (DET/AOR) sera assurée par :

L'Atelier d'Architecture Jean-François BENOIT & Associés

Représentée par M. Laurent JARDIN / Mandataire

Tél : 04 76 09 43 43 / 06 15 30 94 19

Mail : lj@benoit-architecte.fr ; contact@benoit-architecte.fr

BET structure SORAETEC

Représenté par M. Alain BASTIDE

Tél : 06 09 69 05 50

Mail : alain.bastide@soraetec.com

BET Thermique et tous fluides IBI

Représenté par M. Cyrille TEILLOT

Tél : 04 79 60 06 67

Mail : cyrille.teillot@bet-ibi.fr

La mission de contrôleur technique sera assurée par :

ALPES CONTROLES

Représentée par M. Thomas CORDIER

Tél : 07 85 15 22 53 - 04 78 89 73 88

Mail : tcordier@alpes-controles.fr

La mission SPS sera assurée par :

ALPES CONTROLE

Représentée par M. Denis BLANC

Tél : 04 79 89 57 40 - 06 07 51 45 70

Mail : sps.savoie@alpes-controles.fr

L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- À la forme de l'entreprise
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- À l'adresse du siège de l'entreprise
- Généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

1.2.2 // Mode de passation

Le marché est à prix global et forfaitaire ferme et non révisable

1.2.3 // Pièces constitutives du marché :

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1 – l'acte d'engagement

2- CCAP

2 – la norme Afnor NF P 03-001 relative au cahier des clauses administratives applicables aux marchés de travaux privé

3 – les DTU et normes de construction en vigueur

3 – le RICT du bureau de contrôle ALPES CONTROLE + PGC

4 – le CCTP du maître d'œuvre

5 – les plans du maître d'œuvre , plan de géomètre, plans bureau de contrôle, le diagnostique structure, les fluides

6 – le dossier de déclaration préalable de travaux du maître d'œuvre

7 – le bordereau de prix

8 – Le planning des travaux

9 – La charte jean lain

10 - L'attestation de visite

1.2.4 // Visite sur site :

Les entrepreneurs sont réputés par le simple fait d'avoir remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux : la visite sur site est obligatoire
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions particulières qui y sont attachées
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc....
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

2 CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

2.1 PRIX ET LIMITES DES PRESTATIONS :

2.1.1 // Caractère des prix :

Le marché est passé à prix forfaitaire et global non révisable. Le prix est celui indiqué sur le marché de travaux de l'entrepreneur en fourniture et pose.

2.1.2 // Contenu des prix

L'offre remise étant un forfait, le devis devra donc comporter tous les ouvrages du lot faisant l'objet du présent devis, ainsi que tous les ouvrages même non décrits, mais nécessaires à la complète et parfaite exécution des travaux. Ces ouvrages s'entendent entièrement terminés dans les règles de l'Art et comprenant (liste non, exhaustive) :

- Les percements, coupes, découpes nécessaires aux autres corps d'état
- Tous les scellements, calfeutrements, raccords et rebouchages nécessaires à la bonne exécution des travaux
- Tous les équipements de protection et de sécurité individuels et collectifs nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages.
- En règle générale, l'ensemble des obligations mises à sa charge par les pièces du marché.

Par ailleurs, les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché à ce titre.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, font partie intégrante des aléas et il lui appartient après étude des documents de

consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

2.1.3 // Limite de prestation :

La limite des prestations dues par l'entrepreneur sera définie sur les descriptifs et plans du DCE.

2.1.4 // Travaux complémentaires

L'entrepreneur s'interdit d'exécuter des travaux supplémentaires sans autorisation écrite du Maître d'ouvrage. Si les prestations supplémentaires sont similaires à celle du devis initial, leur montant sera établi à partir des prix figurant dans le devis de base.

Dans le cas contraire, les prix unitaires retenus seront déterminés par analogie avec les prix initiaux.

2.1.5 // Travaux supprimés

En cas de diminution dans la masse des travaux, le montant initial sera diminué du montant correspondant aux travaux supprimés.

2.2 ASSURANCES ET GARANTIES

2.2.1 // Garantie de parfait achèvement

Pendant l'année qui suit la réception des travaux, le maître d'ouvrage bénéficie d'une garantie de parfait achèvement.

Cette garantie impose à l'entreprise qui a réalisé les travaux de réparer tous les désordres signalés au cours de l'année qui suit la réception des travaux, quelles que soient leur importance et leur nature.

La garantie de parfait achèvement ne porte pas sur les travaux d'entretien normaux, ni sur la réparation des conséquences d'un abus d'usage, ou sur des dommages aux tiers.

2.2.2 // Garantie biennale

Pendant les 2 ans qui suivent la réception des travaux, le maître d'ouvrage bénéficie de la garantie biennale. Cette garantie impose à l'entreprise qui a réalisé les travaux de réparer ou remplacer les éléments d'équipement qui ne fonctionnent pas correctement pendant les 2 années qui suivent la réception des travaux.

Il s'agit de tous les éléments d'équipement qui peuvent être enlevés sans dégrader le bâti (par exemples: le ballon d'eau chaude, les volets).

2.2.3 // Garantie décennale

Elle couvre les dommages survenus après la réception des travaux, pendant une durée de 10 ans.

Le délai démarre à la signature de la réception des travaux, acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Une éventuelle action en justice interrompt ce délai.

L'entrepreneur doit obligatoirement avoir souscrit à une assurance couvrant la garantie décennale. Cette assurance concerne les vices ou dommages de construction :

- qui peuvent affecter la solidité de l'ouvrage et de ses équipements indissociables (par exemple, effondrement résultant d'un vice de construction),
- ou qui le rendent inhabitable ou impropre à l'usage auquel il est destiné (par exemple, défaut d'étanchéité, fissurations importantes).

Avant l'ouverture du chantier, le professionnel doit obligatoirement remettre à son client, le maître d'ouvrage, un justificatif du contrat d'assurance en responsabilité civile décennale (RCD) qu'il a souscrit pour couvrir la garantie décennale.

2.2.4 // Sous-traitance (Loi du 31 décembre 1975 et lois ultérieures modificatives)

L'Entrepreneur principal doit :

- ✓ Au moment de la conclusion du contrat ou du marché et pendant toute sa durée, faire accepter chaque Sous-Traitant et en faire agréer les conditions de paiement par le Maître de l'Ouvrage. Pour permettre l'agrément, l'Entrepreneur principal communique au Maître de l'Ouvrage le contrat de sous-traitance afin de permettre à celui-ci, en cas de besoin, de procéder à son contrôle (Article 3 de la Loi de 1975).
Les conditions de paiement mentionnées dans le contrat de sous-traitance devront être cohérentes avec celles exposées ci-dessous au paragraphe « garantie du paiement ».
Tant que cet agrément n'a pas été signifié à l'Entrepreneur principal et au Sous-traitant par le Maître de l'ouvrage sous forme recommandée AR, interdiction formelle est faite au Sous-traitant pressenti d'intervenir sur le chantier.
- ✓ Transférer au Sous-traitant l'ensemble des obligations qu'il a souscrites auprès du Maître de l'Ouvrage dans le cadre de son contrat ou marché, de sorte que les obligations de celui-ci soient opposables à l'entrepreneur Sous-traitant.
L'ensemble des articles du présent CCAP s'appliquent in extenso au sous-traitant.
- ✓ Joindre à sa demande d'acceptation, à titre de preuve de la capacité du Sous-Traitant :
 - un justificatif de l'immatriculation de celui-ci au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
 - une copie de ses attestations d'assurance « responsabilité civile décennale et responsabilité civile professionnelle », étant entendu que leur période de validité doit, soit être annuelle, soit couvrir impérativement la date d'ouverture du chantier ;
 - une attestation, datant de moins d'un an, prouvant qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales ;
 - une déclaration, signée par lui, certifiant sur l'honneur que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail, ainsi que toutes les pièces permettant de procéder aux vérifications relatives à la lutte contre le travail clandestin imposées au Maître d'ouvrage par les différents articles du Code du Travail s'y rapportant.
- ✓ En garantie du paiement des sommes dues au sous-traitant, l'entrepreneur principal doit présenter justificatif de la Caution personnelle et solidaire obtenue auprès d'un établissement bancaire agréé.

Cette caution n'aura cependant pas lieu d'être fournie si l'entrepreneur délègue le maître d'ouvrage au sous-traitant suivant une Délégation de Paiement ratifiée par les 3 parties. Le contrat de sous-traitance devra indiquer la garantie retenue.

- En cas de Caution personnelle et solidaire, le Sous-traitant sera directement réglé par l'entreprise Principale.
Le Maître de l'Ouvrage règlera l'intégralité du marché à l'entreprise principale sous réserve de présentation d'un QUITUS délivré par l'entreprise sous-traitante pour règlement de sa prestation + copie des factures acquittées.
Seront appliquées à l'entreprise principale les retenues et éventuelles pénalités mentionnées plus haut dans ce CCAP.
- A défaut de présentation d'une Caution Bancaire, une Délégation de Paiement peut être sollicitée auprès du Maître de l'Ouvrage.
Si accord du Maître de l'Ouvrage, cette Délégation de Paiement, rédigée dans les termes de l'article 1275 du Code Civil à concurrence de la totalité des prestations exécutées par le sous-traitant, doit recevoir l'adhésion des 3 parties (Maître d'Ouvrage-Entrepreneur principal-Sous-Traitant).
Dès lors, le montant de la prestation sous-traitée est directement réglé par le Maître de l'Ouvrage au Sous-traitant sur présentation par celui-ci de factures à l'ordre du Maître de l'Ouvrage préalablement avalisées par l'entreprise principale.
Aucune retenue ou éventuelle pénalité ne sera appliquée au Sous-traitant.
C'est l'entreprise principale qui se verra appliquer ces retenues et éventuelles pénalités au titre de la prestation sous-traitée.

2.3 VIE DE CHANTIER

2.3.1 // Convocation de l'entrepreneur - rendez-vous de chantier

L'entrepreneur ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage ou sur le(s) chantier(s) toutes les fois qu'il en est requis. Cette obligation s'étend aux cotraitants, dans le cas d'entrepreneurs groupés, et/ou aux sous-traitants dès lors que cela aura été précisé dans les convocations ad hoc.

2.3.2 // Dépenses communes – compte prorata

Il n'est pas prévu de compte prorata pour ce chantier. Chaque entreprise sera responsable de la gestion de ses déchets. Elle devra les évacuer au fur et à mesure du chantier. Chaque entreprise pourra amener ses équipements pour le confort des intervenants : chauffage d'appoint, table, chaise, etc.

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition des entreprises retenues les installations de chantier suivantes:

- alimentation en eau et en électricité.

NOTA : Le maître d'ouvrage doit la mise à disposition de son réseau électrique et de son réseau d'alimentation en eau potable, ainsi que les consommations. Les lots techniques retenus (électricien et plombier) doivent le piquage sur ces réseaux pour l'alimentation du chantier et la remise en état à la fin du chantier.

2.3.3 // Quotidien de chantier

Le chantier doit impérativement être fermé tous les soirs.

S'il est constaté la non-fermeture du chantier. Une entreprise de gardiennage sera missionnée et le coût de l'intervention sera imputée à l'ensemble des entreprises

Les entreprises s'engagent à :

- Respecter les installations de chantier et cantonnements de chantier éventuels
- Ne pas manger en dehors des réfectoires prévus à cet effet et ne pas laisser de détritrus in situ
- Ne pas écouter de la musique dans les zones de travaux en site occupé
- Ne pas fumer à l'intérieur des chantiers et bâtiments.

Tout manquement sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 100€ après constat visuel du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre porté au PV de réunion de chantier.

2.4 VARIATION DANS LES PRIX :

Les prix sont fermes et non actualisables. Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

2.4.1 // Actualisation des prix

Sans objet.

2.4.2 // Révision des prix

Sans objet.

2.4.3 // Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA selon la réglementation en vigueur.

2.5 CONDITION DE REGLEMENT DES ACOMPTES ET SOLDE.

2.5.1 // Règlement des situations

L'entrepreneur du présent lot réalisera une situation de travaux en fin de mois correspondant à l'avancement réelle de sa prestation sur le chantier. Ces situations devront clairement faire apparaître :

- le montant du marché de travaux.
- l'avancement de la prestation du présent lot exprimé en pourcentage.
- les situations de travaux précédentes.
- le montant de la retenue de garantie le cas échéant.

2.5.2 // Règlement du solde

Le pourcentage de facturation ne pourra excéder 95% du montant du marché de travaux, avenant inclus, avant la réalisation des étapes suivantes :

- La réception du chantier
- La levée de toutes les réserves de réception
- La levée des avis suspendu ou défavorable du bureau de contrôle ou SPS
- La réception et la validation du DOE par le maitre d'œuvre
- La formation aux utilisateurs
- Le solde du compte prorata le cas échéant
- La remise du DGD

2.5.3 // Visa du maitre d'œuvre

Les situations de travaux seront à envoyer au maitre d'œuvre par mail avant le 20 de chaque mois. Le maitre d'œuvre vérifiera la cohérence entre l'avancement réel des travaux et le montant des travaux facturés pour valider les situations et donner son bon pour paiement au maitre d'ouvrage sous un délai de 15 jours à réception de la facture.

En cas de pourcentage de facturation supérieur à l'avancement réelle des travaux, le maître d'œuvre pourra demander à l'entreprise de réajuster son pourcentage de facturation.

2.5.4 // Délai de règlement

Après validation des situations de travaux par le maitre d'œuvre, celui-ci les transmettra au maitre d'ouvrage par mail avec son bon pour paiement. Ce dernier disposera d'un délai de 30 jours fin de mois pour le règlement des situations aux entreprises.

2.5.5 // Retenue de garantie

Les paiements des acomptes sur la valeur définitive du marché sont amputés d'une retenue égale à 5 % de leur montant HT et garantissant l'exécution des travaux pour satisfaire, le cas échéant, aux réserves faites à la réception par le maître de l'ouvrage.

Conformément à la loi n° 71.584 du 16 juillet 1971, l'entrepreneur peut substituer à la retenue de garantie une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par Décret et agréé par le maître de l'ouvrage.

La caution devra être transmise dès la première situation de travaux, faute de quoi elle sera refusée.

A l'expiration du délai d'un an à compter de la date de réception, fait avec ou sans réserve, la caution est libérée ou les sommes consignées versées à l'entreprise, même en l'absence de mainlevée si le

maître de l'ouvrage n'a pas notifié par lettre recommandée, à la caution ou au consignataire, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entreprise.

2.6 DELAI:

Le chantier est lié à une activité de vente. Tout retard entraîne une perte financière pour le maître d'ouvrage. Il est donc essentiel de respecter le planning de travaux du marché.

2.6.1 // Délai de préparation et d'installation du chantier

Ce délai commence à courir dès la délivrance par le maître de l'ouvrage du marché signé, ou, à défaut dès la date de notification du marché.

La phase de préparation de chantier a pour objectifs :

- De rassembler l'ensemble des documents et moyens nécessaires. L'entreprise établira les plans techniques, afin qu'ils puissent être validés par le maître d'œuvre, les bureaux d'études et de contrôle avant tout démarrage de chantier ; L'installation de chantier sera effectuée durant cette phase ; Les modalités d'accueil des personnels seront clairement définies, les plans d'hygiène et de sécurité seront établis, les autorisations diverses seront demandées.
- D'effectuer une coordination en amont entre les entreprises ; Chacune des entreprises s'informeront des tâches à réaliser par les autres, prendra connaissance des modes opératoires, des interfaces et repèrera à l'avance les points pouvant entraîner des problèmes de qualité et de finition. Les différents acteurs du chantier, seront clairement identifiés ainsi que leurs rôles, les uns par rapport aux autres.
- De réexaminer et d'ajuster une dernière fois le planning en fonction des contraintes de l'ensemble des entreprises ; Les entreprises devront indiquer avec précision leurs périodes de congés ; Les risques d'intempéries seront pris en compte, en particulier, pour évaluer les temps de séchage durant les mois d'hiver.
- De s'assurer des approvisionnements ; Les moyens de stockage et de manutention seront précisés afin de garder aux fournitures leurs qualités contrôlées lors de la livraison ; L'entreprise vérifiera auprès de ses fournisseurs les délais et les quantités, afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement.
- De faire connaître au personnel les tâches à réaliser ; Les entreprises se donneront les moyens d'informer à l'avance leur personnel sur les caractéristiques du chantier et sur les tâches précises qui seront à réaliser.

2.6.2 // Délai de déroulement du chantier

Ce délai commence à courir à l'issue du délai de préparation de chantier.

Le délai de déroulement du chantier est fixé à 2,5 mois

(Y compris congés payés)

Ce délai englobe le déroulement normal du chantier ainsi que le repliement du matériel, le nettoyage des lieux et des abords.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier, ou dans ses ateliers ou usines
- D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

2.6.3 // Délai de levée des réserves

Ce délai commence à courir à l'issue de la réception des travaux

Le délai de levées des réserves de réception est fixé à 2 semaines

(Y compris congés payés)

Les interventions des entreprises pour la levées des réserves se fera sur rendez-vous avec le maître d'ouvrage.

2.6.4 // Délai de parfait achèvement

Conformément à l'article 1792 du Code Civil et à l'article 18.1 du CCAG, le délai de parfait achèvement est d'un an.

Durant ce délai, l'entrepreneur est tenu :

- De lever les réserves notées aux opérations préalables à la réception, dans un délai de 30 jours
- Après livraison, de remédier à tous désordres nouveaux signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre dans un délai de 30 jours.

Les délais d'intervention prescrits aux deux alinéas précédents peuvent éventuellement être raccourcis dans le cas de réserves, malfaçons ou désordres nécessitant une intervention plus rapide motivée par des problèmes de sécurité touchant les personnes ou les ouvrages ou risquant d'occasionner une aggravation des désordres. Dans ce cas, le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre sont tenus de notifier les délais dérogatoires par lettre recommandée ou mail.

2.6.5 // Congés payés

Les congés payés sont inclus dans les délais.

2.6.6 // Intempéries

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est demandée par l'entrepreneur au maître d'œuvre par un courrier ou mail qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constatées au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué à la présente clause soit : 1 jour par semaine.

Le maître d'œuvre vise ou refuse les demandes de prolongations de délai et les notifie au fur et à mesure dans les comptes rendus de chantier.

2.6.7 // Évacuation du chantier

Il est précisé que les évacuations, lorsqu'elles ne sont pas prévues au calendrier d'exécutions, doivent se réaliser tout au long du chantier de telle sorte qu'aucun dépôt de matériels ou de matériaux ne peut avoir lieu sur chantier en dehors des besoins de celui-ci. En tout état de cause, le chantier doit être évacué, et les installations repliées au plus tard au jour fixé pour la réception des ouvrages.

2.7 PENALITES ET PRIMES

2.7.1 // Plafond de pénalités

Les différentes pénalités peuvent se cumuler les unes aux autres. Dans tous les cas, le montant total des pénalités ne pourra pas excéder 15 % du marché de l'entrepreneur.

2.7.2 // Pénalités pour retard dans l'exécution

Tout retard d'exécution constaté dans un délai global ou partiel donne lieu à l'application sans mise en demeure préalable d'une pénalité journalière fixée selon le barème progressif suivant :

- marché inférieur à 1500 € : 100 euros
- marché entre 1500 et 7499 € : 150 euros
- marché entre 7500 et 29 999 € : 200 euros
- marché entre 30 000 et 60 000 € : 250 euros
- marché supérieur à 60 000 € : 1/1000 e : 300 euros

2.7.3 // Pénalités pour retard dans la transmission de document

Tout retard de remise de document technique (fiche technique plan, d'exécution, etc.) ou administratif (contrat de sous-traitance, assurances, DOE etc) demandé par le maître d'œuvre donne lieu à l'application sans mise en demeure préalable d'une pénalité journalière forfaitaire de 75 euros

2.7.4 // Pénalités de non-nettoyage

En cas de non-respect d'une consigne de nettoyage, après une première mise en demeure infructueuse, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra sans autre délai appliquer directement sur la situation mensuelle de l'entrepreneur une pénalité forfaitaire de 1 000€ HT/jour et/ou faire exécuter le nettoyage par une autre entreprise aux frais de ou des entreprises défaillantes.

2.7.5 // Pénalités pour retard ou absence à une convocation

Lorsque l'entrepreneur ne répond pas à une convocation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, ou qu'il se fait représenter par une personne non habilitée à prendre les décisions ad hoc, celui-ci s'expose à une pénalité d'un montant fixé à 100€ HT.

Les absences doivent être justifiées la veille de la réunion et doivent rester exceptionnelles.

2.7.6 // Pénalités pour retard sur la levée des réserves

Tout retard pour lever les réserves de réception donne lieu à l'application sans mise en demeure préalable d'une pénalité journalière forfaitaire de 50 euros par réserve. En cas de défaillance de l'entreprise, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les travaux de levées des réserves par une autre entreprise aux frais et au risques de l'entreprises défaillante.

2.7.7 // Primes

Il n'est alloué aucune prime pour le cas d'achèvement des prestations avant l'expiration des délais impartis. Toutefois le maître de l'ouvrage peut décider que l'avance prise sur un délai partiel peut compenser en tout ou partie le retard pris sur un autre délai partiel.

2.8 LITIGES ET CONTESTATIONS

2.8.1 // Règlement des litiges à l'amiable

Les différends relatifs à la validité, à l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation du marché, seront soumis préalablement à toute action en justice, à une médiation ou conciliation.

2.8.2 // Mise en demeure

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, n'est pas inférieur à 5 jours calendaires à compter de la date de notification de la mise en demeure.

2.8.3 // Mesures coercitives

Si l'entrepreneur n'a pas déféré à la mise en demeure, le maître d'ouvrage pourra prononcer toutes les mesures qu'elle jugera utiles aux frais et risques de l'entrepreneur, ou la résiliation du marché pourra être décidée sans indemnité à sa charge.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les dispositions particulières ci-après sont applicables : si l'un des entrepreneurs ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent pour l'exécution du lot dont il est chargé, le Maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, la décision étant adressée au mandataire du groupement d'entreprises.

La mise en demeure produit effet, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire, lui-même solidaire de l'entrepreneur en cause.

Le mandataire est tenu de se substituer à l'entrepreneur défaillant, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.

2.8.4 // Résiliation de marché aux torts de l'entreprise en cas de violation du marché

En cas de violation des plans ou du descriptif des travaux du marché ou en cas de malfaçons graves et répétées, le présent marché sera résilié de plein droit, aux torts de l'entrepreneur, au terme de 15 jours ouvrés suivant la mise en demeure, restée infructueuse, d'effectuer les réparations nécessaires.

En cas de violation irréversible des plans ou du descriptif des travaux du marché ou en cas de travaux irrémédiablement contraires aux règles de l'art, le présent marché sera résilié de plein droit, aux torts de l'entrepreneur, sans mise en demeure et sans délai.

2.8.5 // Résiliation de marché aux torts de l'entreprise en cas d'abandon de chantier

L'abandon du chantier prévu à l'article 20.1.2.1 du C.C.A.G. (Norme française NF P 03-001 de septembre 1991) est constitué, soit par l'absence de tout ouvrier, soit par la présence d'un nombre de personne manifestement insuffisant, pendant 21 jours ouvrés.

En application de l'article 20.1.2.1 du C.C.A.G., le présent marché sera résilié de plein droit, aux torts de l'entrepreneur au terme de 15 jours ouvrés suivant la mise en demeure, restée infructueuse, de reprendre les travaux.

En complément de l'article 20.1.2.2 de la norme NF P 03-001, il est précisé que, en cas de résiliation aux torts de l'entreprise :

- la retenue de garantie reste la propriété du Maître d'ouvrage ;
- les pénalités de retard seront déduites du solde pouvant rester dû à l'entreprise défaillante.

2.8.6 // Résiliation de marché aux torts du maître d'ouvrage

Le marché sera résilié aux torts du Maître d'ouvrage en cas d'ajournement ou d'interruption fractionnée ou non de plus de 6 mois par le fait du Maître d'ouvrage.

Si le Maître d'ouvrage résilie le marché de sa propre volonté, il sera tenu de dédommager l'entreprise par une indemnité calculée selon les dispositions de l'article 1794 du Code Civil.

3 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

3.1 SECURITE SUR LE CHANTIER :

3.1.1 // Sécurité individuelle

Tous les intervenants sur le chantier y compris les sous-traitants devront être équipés d'EPI (équipement individuel

de sécurité) à la charge de l'entrepreneur.

Sont notamment concernés (liste non exhaustive) :

- casque de chantier
- chaussures de sécurité
- gants et lunettes de protection
- tenue vestimentaire adaptée
- harnais de sécurité homologué
- masque de protection respiratoire de catégorie adaptée à la tâche réalisée
- etc...

3.1.2 // Sécurité collective

Les dispositifs de sécurité de toute nature nécessaire à l'exécution des travaux de quelque nature qu'ils soient

conformément aux lois et règlements en vigueur, sont à la charge de l'entrepreneur.

Sont notamment concernés : (liste non exhaustive) :

- les balisages et signalisations
- les gardes corps et barrières
- les échafaudages, filets de sécurité
- etc...

3.2 REGLEMENTS ET NORMES :

L'exécution des travaux dus par l'entreprise devra être en conformité avec :

- Les DTU en vigueur
- Les règles de l'art de chaque domaine d'activité.
- Les normes européennes de conception, dimensionnement et de justification des structures des bâtiments et de génie civil : Eurocodes.

Les lois, règlements nationaux et départementaux, règles d'hygiène et de Sécurité, DTU, normes, prescriptions du CSTB, prescriptions de l'inspection du travail, etc. en vigueur à la date de passation du marché

NOTA : Documents applicables: tous les règlements, DTU, normes, ne sont pas cités dans le présent document. Néanmoins ils sont considérés comme parfaitement connus par le titulaire du présent lot. L'entrepreneur devra signaler au maître d'Ouvrage toute modification de normes et règlements en cours de réalisation du projet.

3.3 MATERIELS MISE EN ŒUVRE :

3.3.1 // Caractéristique des matériaux

Il sera fait exclusivement usage de matériels neufs et de première qualité, standards et facilement remplaçables dans des délais rapides.

Tous les matériels faisant l'objet de normes seront conformes à celles-ci et, d'une façon générale devront porter le label NF USE ou USE. Lorsqu'exceptionnellement, il n'existerait pas de marque de qualité, la conformité aux normes et spécifications du présent CCTP sera garantie par un PV d'essai.

3.3.2 // Marques et références :

IMPORTANT : Les marques et références citées dans ce CCTP le sont pour apporter une meilleure compréhension.

D'autres marques ou références peuvent être proposées à partir du moment où le niveau de prestation technique est, à minima, équivalent à la solution décrite.

3.3.3 // Origine, qualité et livraison des matériaux utilisés :

Les matériaux, matériels et fournitures utilisées doivent être soumis à la maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage pour acceptation avant emploi. Tous travaux non conformes seront systématiquement démolis et reconstruits aux frais de l'entreprise.

3.3.4 // Échantillons :

L'entrepreneur doit fournir au maître d'Œuvre, pour accord, tous les échantillons qui lui sont demandés afin de vérifier qu'ils correspondent aux documents du marché. Cette démarche doit être faite lors de la phase « préparation de chantier ». La fourniture de ces échantillons ainsi que les frais engendrés sont à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage ainsi que le maître d'Œuvre peuvent refuser tout matériel commandé tant que l'acceptation des échantillons n'a pas été prononcée.

3.3.5 // Exécution des travaux :

Toutes les sections, surfaces, mètres mentionnés au présent CCTP et plus généralement sur les éléments du DCE sont données à titre indicatif et doivent être vérifiées par l'entreprise. Toute modification doit être stipulée lors de la remise des prix.

NOTA : La finition devra être propre et soignée

3.5 PREPARATION DE CHANTIER:

3.5.1 // Plans d'exécution et notices :

Les plans joints au DCE sont consultatifs et ont pour but de définir les ensembles à construire ou à rénover, ainsi que l'implantation générale du matériel à mettre en place.

Ils sont à considérer comme des plans guides ayant pour but de définir une disposition générale des installations à réaliser. L'Entrepreneur établira sous sa responsabilité les plans détaillés qu'il jugerait nécessaires à l'exécution de ses travaux et effectuera sous sa propre responsabilité tous les calculs qu'il jugerait nécessaires aux constructions et aux installations.

NOTA : Visas : Les documents d'exécution établies par les entreprises seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre, avant exécution. A la réception, l'Entrepreneur fournira les plans, schémas, croquis, notices de calculs, de fonctionnement et d'entretien, ayant trait à son propre lot.

3.5.2 // Démarches et autorisations :

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux, y compris pour les installations provisoires et de chantier.

Des copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

3.6 CHANTIER :

3.6.1 // Échelonnement des travaux :

L'avancement des travaux devra suivre impérativement le planning établi pour cette opération. Il pourra être demandé à l'Entrepreneur de traiter tel ou tel ouvrage suivant l'avancement des travaux des autres corps d'état en avance sur le planning et ce, sans pouvoir arguer de la date figurant sur le planning. Il est rappelé pour mémoire que les dates portées au planning sont des dates limites.

L'entrepreneur, lors de sa remise des prix, devra fournir au Maître d'Œuvre un planning fixant les durées d'intervention.

Ces durées données n'auront aucun caractère contractuel et pourront être remaniées par le Maître d'Œuvre pour être exécutées dans le contexte de l'ensemble de la réalisation de l'opération.

3.6.2 // Matériel de chantier :

L'entrepreneur du présent lot doit prévoir tous les frais d'installation, location, fonctionnement, entretien, montage et démontage du matériel de manutention, de levage et d'échafaudage nécessaire à la mise en œuvre des ouvrages dont il a la charge et cela jusqu'à la fin de son intervention sur le chantier (y compris toute prestation de sécurisation de son intervention). Suivant les cas, ses interventions ne pourront être effectuées sans l'accord du coordonnateur SPS le cas échéant.

3.6.3 // Protection des ouvrages et nettoyage :

Le matériel, en particulier le matériel fragile ou sensible, devra être protégé jusqu'à la réception des travaux contre les intempéries et les inconvénients de chantier par tout moyen au choix de l'entrepreneur : coffrage provisoire en bois, emballage, polystyrène, ruban adhésif, cartonnages, etc.

Dans le cas d'intervention à proximité d'ouvrages exécutés par d'autres corps d'état, l'entreprise aura les mêmes obligations de protection, lesquelles devront être validées par le corps d'état concerné. L'entrepreneur devra le nettoyage quotidien et l'évacuation à la décharge de ses déchets, emballages et gravas sauf stipulation contraire du CCAP, ainsi que la dépose et la repose de certains appareillages nécessaires à la réalisation des travaux de finition.

3.7 FIN DE CHANTIER & LIVRAISON

3.7.1 // Autocontrôle et réglages :

Avant réception et en cours de chantier, l'entrepreneur procédera aux réglages, vérifications contrôles et essais nécessaires au bon fonctionnement des produits installés. La proposition de l'entreprise s'entend compris la réfection de tous les ouvrages défectueux et ce jusqu'à la réception des travaux.

3.7.2 // Attestation de conformité

L'entrepreneur devra faire toutes les démarches nécessaires et cela dans le respect du planning général des travaux pour obtenir les attestations de conformité de ses installations. Tous les frais éventuels seront intégrés dans son offre.

Toutes ces attestations de conformité seront à fournir lors de la demande de réceptions des travaux.

3.7.3 // Formation et assistance aux utilisateurs :

Le titulaire du présent lot devra impérativement assurer la formation des utilisateurs sur les équipements et installations dont il a la charge. Ces informations seront organisées en fonction des impératifs des Maîtres d'ouvrage sans incidences financières.

En complément à ces formations, le présent lot devra prévoir durant l'année de parfait achèvement, une assistance aux utilisateurs sur les installations qu'il a réalisées en complément des interventions qui pourraient être réalisées dans le cadre de la GPA.

3.7.4 // Dossier d'ouvrage exécuté DOE

A l'issue de l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur élaborera un dossier des ouvrages exécutés (DOE) complet. Ce

dossier comprendra :

- Les plans d'exécutions
- Les plans de récolement,
- Les notices d'utilisation

- Les certificats de traitement le cas échéant
- Les bons de garanties éventuels
- Les adresses des fabricants et négociants des produits industriels utilisés
- Les résultats des essais effectués sur chantier et en laboratoire, tels que prévus au descriptif ou demandés en cours de chantier
- Les certificats de conformité éventuels (gaz, électricité, etc.)
- De manière général tous les documents techniques concernant l'opération réalisée.

Le DOE sera présenté suivant la trame demandé par JEAN LAIN. Le DOE est à transmettre en 2 exemplaires papier + 1 exemplaire informatique.

4 DESCRIPTION DES OUVRAGES

4.1 Description des travaux

Les descriptifs des travaux sont directement reportés dans les CCTP et DPGF des lots respectifs.

Fait à : ESTRABLIN Le : 31 OCTOBRE 2023

Signature du maître de l'ouvrage :

SAS JULIEN
Signature de l'entrepreneur :
B.P. 11
38780 ESTRABLIN
Tél. : 04 74 58 00 44
Fax : 04 74 58 08 79



CHARTE DE BONNE CONDUITE DES ENTREPRISES POUR LES CHANTIERS JEAN LAIN

MAÎTRE D'OUVRAGE :

HOMELAIN

Table des matières

1. PRÉAMBULE.....	2
2. RÈGLES GÉNÉRALES	2
3. RÉUNIONS DE CHANTIER.....	3
4. QUOTIDIEN CHANTIER.....	3
5. SÉCURITÉ.....	3
6. NETTOYAGES	4
7. COMPTE PRORATA (à enlever au besoin).....	4
8. PÉNALITÉS ET RETENUES	4
9. LEVÉE DE RÉSERVES	4
10. SIGNATURES	4

SAS JULLIEN

630 Route de la Bougie - ZA La Craz

38780 ESTRABLIN

04.74.58.00.44.

contact@julliensas.com

Siret n° 423 886 563 00026

1. PRÉAMBULE

La présente charte a pour objet de définir clairement et de rappeler les attitudes des entreprises sur chantier, attendues par :

La Maîtrise d'ouvrage, société Homelain représenté par le Service Technique & Bâtiments,

Et

La Maîtrise d'œuvre : Atelier d'architecture Jean-François BENOIT & Associés.....

Et

L'entreprise : SAS JULIEN représentée par MIGNET
..... PASCAL En sa qualité de PRÉSIDENTE

Dans le cadre du chantier : Création d'une nouvelle construction MG

Cette charte paraît nécessaire au vu des comportements régulièrement constatés sur les chantiers.

Elle n'a pas pour but de réprimer les entrepreneurs, mais de les accompagner afin que les chantiers puissent se dérouler dans les meilleures conditions possibles, et dans une ambiance de travail sereine.

Ce document ne se substitue pas aux autres pièces du marchés (C.C.A.G., C.C.A.P., C.C.T.P., ...etc.) et vient en complément.

En cas de litige, c'est la pièce administrative la plus favorable au Maître d'ouvrage qui sera prise en compte.

2. RÈGLES GÉNÉRALES

Les entreprises s'engagent à employer des salariés et ouvriers qualifiés pour les prestations dues au titre de leur marché de travaux.

Les entreprises devront respecter le travail et les ouvrages réalisés par les autres corps d'état du chantier.

Elles devront respecter l'autorité du Maître d'œuvre/O.P.C., ainsi que les demandes spécifiques ou demandes complémentaires du Maître d'ouvrage (demandes pouvant engendrer des travaux en plus ou moins-value des marchés de travaux).

Elles mettront tout en œuvre pour respecter le planning des travaux et les différentes contraintes liées à chaque site et contexte : en termes de moyens, matériels, personnel ...etc. (dans le respect de l'ensemble des réglementations en vigueur).

Le cas échéant, après validation du Maître d'ouvrage, les horaires des journées de travail pourront être revues (de 7h00 à 19h00).

Les week-ends pourront être travaillés.

Les représentants des entreprises assurant la conduite et le suivi de leurs travaux, devront faire un point technique avec ses propres équipes, puis retranscrire les propos et demandes du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre lors des réunions de chantier.

Il est rappelé que, ni le Maître d'ouvrage ni le Maître d'œuvre, ne doivent le faire.

3. RÉUNIONS DE CHANTIER

Les entreprises doivent être présentes à l'heure aux réunions de chantier hebdomadaires, suivant les convocations établies par la Maîtrise d'œuvre/O.P.C.

Tout retard ou toute absence, exceptionnelle, devra être justifié au maximum à 17h00 la veille de la réunion de chantier.

Le cas échéant, des pénalités de retard pourront être appliquées à raison de :

- 50 € H.T / retard non justifié
- 100 € H.T / absence non justifiée

En cas d'absence répétée, même justifiée, l'entrepreneur devra se faire représenter par une personne cohérente de son choix afin de permettre le bon déroulé du chantier.

4. QUOTIDIEN CHANTIER

Le chantier doit impérativement être fermé tous les soirs par la dernière entreprise présente sur le site. Si ce manquement entraîne l'intervention d'une société de gardiennage (par exemple : déclenchement d'alarme), le coût de l'intervention sera imputée à l'ensemble des entreprises.

Les entreprises s'engagent à :

- Respecter les installations de chantier et cantonnements chantiers éventuels.
- Travailler tous les jours de la semaine et non seulement les jours de réunions de chantier.
- Ne pas manger en dehors des réfectoires prévus à cet effet et de ne pas laisser de détritrus in situ.
- Ne pas écouter de la musique dans les zones de travaux en site occupé.
- Ne pas fumer à l'intérieur des chantiers et bâtiments.

5. SÉCURITÉ

Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) de la société ALPES CONTRÔLES aura autorité pour superviser les interventions sécurisées des entrepreneurs.

Les entreprises titulaires et sous-traitantes devront obligatoirement prendre leur rdv avec le C.S.P.S. pour réaliser leur Visite d'Inspection Commune (V.I.C.) avant leur démarrage des travaux. Cette V.I.C. pourra être réalisée lors de la réunion de préparation avec C.S.P.S.

Les sous-traitants devront se faire agréer par le Maître d'ouvrage au préalable. Après la réalisation de leur V.I.C., ils transmettront leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) au C.S.P.S.

Les entreprises devront réaliser leurs travaux dans le respect des règles de sécurité (port des E.P.I., moyens de levage sécurisés et adaptés, protections provisoires, séparation des flux chantiers des flux d'exploitation, utilisation des harnais et protections de rives pour travaux en toiture ou sur échafaudages, les balisages au sol des zones de travail...etc).

En aucun cas, les protections collectives ou autres dispositifs de sécurité mises en place ne devront être déposés.

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) définira les consignes de bon ordre de Sécurité et protection de la Santé. Celles-ci devront être respectées.

En cas de non-respect de celles-ci, le C.S.P.S. ainsi que l'équipe de Maîtrise d'œuvre, pourra être amené à présenter des pénalités de 150 € H.T par observation non respectée.

6. NETTOYAGES

Toutes les entreprises présentes sur chantier devront nettoyer le chantier, à raison de deux fois par semaine et gérer leurs propres déchets.

Le Maître d'œuvre se réserve la possibilité, en accord avec le Maître d'ouvrage, de faire réaliser les nettoyages de chantier par une tierce société.

Les frais de ces nettoyages seront imputés à l'ensemble des entreprises présentant sur site le cas échéant.

7. COMPTE PRORATA (non renseigné dans notre projet)

8. PÉNALITÉS ET RETENUES

Le cas échéant, tout manquement aux préconisations de la charte précédemment détaillées exposera les entreprises à des pénalités sur les situations de travaux.

Ces retenues pourront être, le cas échéant, libérées par le Maître d'ouvrage s'il le souhaite, et dérogeront au C.C.A.P., à l'A.E., au C.C.A.G. TRAVAUX et à la normes NF-P 03 001, applicable.

Les pénalités pourront concerner :

- Non-respect des diverses préconisations du Maître d'ouvrage ou Maître d'œuvre : 100 €/constat.
- Pénalité de retard de chantier (comme stipulé dans le marché de travaux et/ou acte d'engagement).

9. LEVÉE DE RÉSERVES

Dans le cas où les réserves à réception, signalées dans les procès-verbaux de réception des travaux, ne seraient pas levées dans les 15 jours suivant la réception des travaux, le Maître d'œuvre appliquera, sous couvert de l'autorité du Maître d'ouvrage, des retenues estimées à la hauteur des réserves restant à lever.

10. SIGNATURES

Maître d'ouvrage

Le

À

Maître d'œuvre

Le 09/08/2023

À GRENoble

Entreprise

Le 31/10/2023

À Estrablin

Signatures et Cachet	Signatures et Cachet	Signatures et Cachet
	<p>Atelier d'Architecture Jean-François BENOIT 22, rue Paul Elbro, 38100 GRENOBLE Tél : 04.76.09.13.43 / Fax : 04.76.23.13.33 SIRET 06450275000033 / @-mail : contact@benoit-architecte.fr</p>	<p>SAS JULLIEN B.P. 11 38780 ESTRABLIN Tél. : 04 74 58 00 44 Fax : 04 74 58 08 79</p>